

Fragments de « 1989 »

Mémoire et conflits de mémoire dans la transition postcommuniste

Wojtek KALINOWSKI

Que signifie « l'année historique de 1989 » pour les populations qui l'ont vécue ? L'ouvrage *1989 à l'Est de l'Europe* y répond en multipliant les points d'entrée et les échelles d'analyse, tenant délibérément à distance les grands récits commémoratifs qui foisonnent en ce moment.

Recensé : Jérôme Heurtaux, Cédric Pellen (dir.), *1989 à l'Est de l'Europe. Une mémoire controversée*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2009.

« Je ne me souviens guère de l'année 1989, car à l'époque j'étais étudiant ». Cette petite phrase étonnante, prononcée par un jeune entrepreneur tchèque vivant dans une bourgade de l'extrême sud de la Bohême, à la frontière autrichienne où passait jadis le rideau de fer, sonne un peu faux à l'heure des grandes commémorations. Après tout, 1989 n'a pas été une année comme les autres dans cette partie de l'Europe ; mêmes dans les contrées les plus éloignées de l'ancienne Tchécoslovaquie, on pouvait entendre sinon le battement des ailes de l'histoire, du moins les trousseaux de clés cliquetant en soutien à la « Révolution de velours », annonçant ainsi aux anciens maîtres qu'il fallait rendre les clefs de la maison. Et ce jeune homme avait à l'époque 18 ans : n'est-ce pas l'âge de toutes les passions, y compris des passions politiques ?

Certes. Mais il y a de multiples façons de se remémorer 1989. L'ouvrage collectif dirigé par Jérôme Heurtaux et Cédric Pellen, dont est issu ce témoignage, nous le rappelle fort bien à travers la diversité des trajectoires personnelles et les conflits de mémoire qui en découlent. En l'occurrence, l'entrepreneur est propriétaire d'une usine de réparation de locomotives, « l'âme historique de la ville et l'un de ses principaux employeurs », précise l'auteur du chapitre consacré au cas tchèque (Muriel Blaive). Son père avait dirigé cette usine avant lui mais pour le compte de l'État, jusqu'à sa privatisation en 1993 – une de ces histoires banales mais significatives de la transition économique

après 1989. Un communiste sincère et modeste, affirme le fils, qui a connu la République populaire surtout sous l'angle de l'ascension sociale. Il est peu surprenant alors que le jeune directeur, ayant connu « une enfance typique d'apparatchik », n'échappe pas à une certaine ambivalence dans son rapport au passé : après tout, s'il a su trouver sa place dans la nouvelle réalité, c'est en grande partie grâce à l'ancienne réalité... Et ce n'est pas un cas isolé : le vent de « décommunisation » a beau souffler au sommet¹, les élites locales dans cette ville de Česká Velenice sont restées très largement les mêmes, observe l'auteur. C'est probablement pour cela que l'année 1989 n'a pas marqué tant que cela cet entrepreneur : il n'est même pas allé voir la ville voisine de Gmünd, de l'autre côté de la frontière, comme l'avaient fait en masse d'autres habitants aussitôt le rideau de fer levé.

Le jeune directeur est l'un des nombreux témoins « ordinaires » que l'on rencontre dans cet ouvrage : on y croise par exemple un ancien haut cadre communiste ukrainien qui, pour aider à la reconstruction de son parti dans l'Ukraine indépendante en 1993, « conduit la collecte de fonds à partir d'une liste de directeurs d'entreprises affiliés auparavant au PCUS [Parti communiste de l'Union soviétique] » (chapitre de Iulia Shukan). Ou bien ces mineurs roumains qui, évoquant leur rôle dans la « Seconde révolution » de 1990, se souviennent encore des provocateurs déguisés en ouvriers qui les incitaient à « descendre sur Bucarest » pour réprimer violemment les manifestants qui réclamaient la démission du président Iliescu (Alin Rus). Des fragments, en somme, mais des fragments souvent significatifs, où les éléments biographiques viennent éclairer les oublis, les conflits de mémoire et les différents rapports au passé : indifférence, nostalgie, condamnation morale, conflit interne...

Que signifie aujourd'hui « l'année historique de 1989 » pour les populations qui l'ont vécue ? Comment en parlent-elles, individuellement et collectivement, et comment traitent-elles les conflits d'interprétation ? L'ouvrage propose plusieurs entrées originales, se situant délibérément à distance des grands récits commémoratifs. « Il ne s'agit pas de souffler les vingt bougies de la Révolution », expliquent les directeurs de l'ouvrage en introduction, mais d'explorer la logique de construction et de déconstruction de « l'événement 1989 ». Plus que l'histoire elle-même, c'est donc la mémoire qui est l'objet d'études, et cela de plusieurs façons : tantôt sur le mode de l'histoire orale (comme ces témoignages biélorusses recueillis par Ronan Hervouet), tantôt en se focalisant sur les moments forts de la transition, telle la « Révolution de janvier 1997 » en Bulgarie (Nadège Ragaru), tantôt à travers le prisme d'un acteur particulier, comme le parti paysan polonais PSL (Frédéric Zalewski).

¹ La loi dite de « lustration » de 1990 interdit aux anciens membres et collaborateurs de la police secrète tchèque l'accès aux postes de direction dans l'administration civile et militaire, dans les médias publics et dans les entreprises d'État.

Retenons cependant, parmi les nombreuses contributions à l'ouvrage – trop nombreuses pour pouvoir être présentées ici –, le chapitre de Jérôme Heurtaux et Cédric Pellen consacré au cas polonais. Non que la Pologne soit un « fragment » plus signifiant, capable d'englober les autres ; c'est en partie un choix personnel de la part du recenseur. En même temps, c'est ici que se dessine le plus clairement la visée théorique de l'ouvrage, celle de reconstituer les mécanismes de construction et de déconstruction des récits mémoriels à partir des usages publics qui en sont faits, et de suivre ces mécanismes sur l'ensemble de la période dite postcommuniste, pour dégager les mutations de la mémoire collective. Changement de décor, donc, et changement d'échelle : nous ne sommes plus dans les témoignages individuels mais dans les luttes mémorielles pour nommer « 1989 », des luttes éminemment politiques, menées dès le début de la transition et qui, le temps passant, s'intensifient au lieu de s'apaiser.

Une lutte sans merci

Déplaçons-nous donc de la ville tchèque de Česká Velenice vers la Pologne actuelle, plus précisément en ce jour anniversaire du 4 juin 2009, vingt ans après la tenue des premières élections semi-démocratiques. C'est ici que l'on aperçoit le plus clairement l'utilité quasi thérapeutique d'une prise de recul par rapport aux conflits de mémoire qui parcourent, à divers degrés, l'ensemble de l'Europe postcommuniste, mais qui prennent ici une forme particulièrement violente. Les commémorations officielles des élections semi-démocratiques organisées en juin 1989 – les premières du bloc soviétique – révèlent un conflit politique qui atteint alors son paroxysme. Ce jour-là, deux manifestations officielles se font concurrence : l'une à Gdansk, le berceau du mouvement Solidarnosc, en présence des représentants actuels du syndicat et du président du pays, Lech Kaczyński du parti conservateur PiS. L'autre à Cracovie, avec le Premier ministre Donald Tusk de la Plateforme civique (PO). C'est l'apogée d'une lutte que se livrent, depuis les élections de 2005, les deux partis de droite qui dominent la scène politique, dont chacun revendique l'héritage de Solidarnosc et tente d'imposer sa vision de l'histoire. Plus que jamais, l'usage du passé divise au lieu d'unir.

De façon paradoxale, dans cette guerre d'interprétations qui porte sur le postcommunisme, l'Alliance démocratique de gauche (SLD, postcommuniste), écartée du pouvoir et marginalisée, brille par son absence : à sa place, au milieu du combat, on retrouve en revanche l'ancien leader syndical Lech Wałęsa. Celui-ci aurait sans doute voulu passer à la postérité comme le père de la nation, l'ouvrier sans faille qui a abattu le régime communiste. Mais l'histoire en a voulu autrement, en tout cas l'histoire polonaise ; à l'étranger, l'ancien chef de Solidarnosc reste le symbole de la

lutte glorieuse des années 1980-1981. En Pologne, en revanche, la légende est mal en point depuis la publication en 2008 d'une biographie controversée, où Wałęsa est accusé d'avoir collaboré avec la police secrète au début des années 1970². Des polémiques qui ont suivi, aucune vision partagée ne s'est dégagée, bien au contraire. Le « cas Wałęsa » est venu s'ajouter aux conflits déjà exacerbés : pour les uns, il s'agit d'une campagne de haine visant à « abattre » la légende, pour les autres de la levée d'un tabou qui pèse sur la recherche historique depuis 1989. Seul résultat palpable, l'Institut de la mémoire nationale (IPN), chargé des recherches historiques mais également du « travail de mémoire » et de la « lustration » (vérification des dossiers des personnes soupçonnées d'avoir collaboré avec l'appareil de répression communiste), s'est attiré les foudres du gouvernement. Qualifié d'« annexe du PiS » par les leaders de la Plateforme civique, accusé d'instrumentaliser l'histoire à des fins politiques, l'IPN est tout sauf une instance de médiation des conflits de mémoire – ce qui reflète la vie démocratique polonaise en tant que telle, où les institutions considérées comme indépendantes à l'égard des luttes politiques sont devenues rares.

Comment en est-on arrivé là ? Heurtaux et Pellen montrent que, dès le début de la transition, les accords de la « Table ronde » entre le parti communiste et Solidarnosc, qui ont ouvert la voie aux élections semi-démocratique du 4 juin 1989, suscitent autant d'admiration que de polémiques ; les défenseurs saluent la réconciliation historique, soulignant le fait que la sortie du communisme ait pu se dérouler de façon paisible, sans guerre civile et sans effusion de sang comme en Roumanie. Les critiques, quant à eux, veulent aller plus loin et plus vite, et prônent l'adoption rapide d'une loi sur la lustration pour écarter les hommes de l'ancien régime des postes clefs. Il fallait « reprendre de façon progressive l'État des mains des communistes », comme l'explique aujourd'hui l'homme politique qui en est venu à incarner cette ligne – mais qui a pourtant participé aux préparations de la Table ronde, en tant que proche conseiller de Solidarnosc –, Jarłoslaw Kaczyński, le leader du parti conservateur PiS et le frère de l'actuel président.

Au milieu des années 1990, ce conflit paraissait apaisé, voire tranché en faveur de la Table ronde, les voix critiques ayant été repoussées aux marges de la sphère publique. Ce phénomène a été accéléré par le retour au pouvoir de l'ancien parti communiste : profitant des divisions internes de l'ancienne opposition démocratique, la SLD remporte les législatives en 1993 ; en 1995, son candidat Aleksander Kwaśniewski bat Wałęsa aux élections présidentielles, sur le slogan « Choisissons l'avenir ». Il sera facilement réélu en 2000, peu avant que le vent ne commence à

² Sławomir Cenckiewicz et Piotr Gontarczyk, *SB a Lech Wałęsa. Przyczynek do biografii*, Instytut Pamięci Narodowej 2008.

tourner. À partir de l'« affaire Rywin³ » qui ébranle la SLD, les interprétations critiques de la transition deviennent de plus en plus audibles, et de plus en plus porteuses sur le plan électoral : en 2005, elles mènent le PiS au pouvoir, ouvrant une période politique (2005-2007) particulièrement turbulente dans l'histoire de la jeune démocratie polonaise.

Le « désenchantement démocratique »

Pourquoi, au lieu de dépérir dans les marges de la scène politique, ces interprétations critiques de « 1989 » sont-elles revenues avec une telle force ? Sur ce point, Heurtaux et Pellen rompent de façon intéressante avec les analyses dominantes, qui font de la critique de la « Table ronde », et plus largement des critiques de la transition, le fruit d'un « désenchantement démocratique », l'expression d'une radicalisation des esprits et de la montée du populisme : « En localisant *a priori*, et souvent sans fondement empirique, la base de soutien de ces discours critiques parmi les classes les moins favorisées de la société, [ces analyses] trahissent des penchants élitistes et laissent dans l'ombre la réalité de mécanismes complexes de mobilisation et de représentation politique ». En réduisant la critique « au statut d'une pathologie », les adeptes de cette vision tendent à en faire une « anomalie ». *1989 à l'Est de l'Europe* en offre d'ailleurs une illustration parlante, sous la forme du témoignage de l'ancien dissident polonais Karol Modzelewski : « Actuellement en Pologne, pour une partie de la scène politique, la Table ronde est un mythe négatif de la fondation de la Troisième République. La transition polonaise à la démocratie et l'économie de marché est un mythe négatif, parce qu'elle a déçu des millions de Polonais » (p. 300).

De façon évidente, cette manière de lier la critique de la Table ronde à celle de la démocratie et de l'économie de marché rend la critique illégitime. Ce qui pose ici problème, c'est moins la thèse en tant que telle – on trouvera facilement des exemples concrets à son appui, en Pologne comme ailleurs – que les excès et les généralisations auxquels elle invite (rappelons-nous le spectre de la démocratie menacée après la victoire des conservateurs en 2005), et surtout la façon qu'elle a de rendre inutile le débat avec l'adversaire. Ainsi, les diagnostics inquiétants sur l'état de la démocratie polonaise, posés surtout dans les années 2005-2007, s'avèrent-ils exagérés ou, plus précisément, redevables du registre de la lutte politique elle-même.

³ En 2002, le premier ministre Leszek Miller, du SLD, s'est vu accusé d'être à l'origine d'un projet de loi sur l'audiovisuel « sur mesure », dont le contenu aurait été entièrement adapté aux besoins du « client », c'est-à-dire le groupe de médias polonais Agora. La médiatisation qui a suivi a provoqué un véritable séisme politique et a contribué à écarter durablement le SLD du pouvoir.

Mais si l'explication par le « populisme » ne résiste pas à l'analyse, comment interpréter la montée en puissance des positions critiques ? S'intéressant surtout aux recompositions de la scène politique, Heurtaux et Pellen y voient le résultat des luttes partisans elles-mêmes : l'effondrement du parti postcommuniste SLD et l'affrontement de deux partis de droite – dont les leaders revendiquent tous l'héritage de Solidarnosc – auraient rendu inopérante l'opposition binaire entre « anciens dissidents » et « anciens communistes ». Aussitôt émerge une nouvelle ligne de clivage, opposant cette fois-ci différentes fractions de l'ancienne opposition.

Les auteurs y ajoutent un autre facteur de taille, la pluralisation de l'espace public, et rappellent que la stigmatisation des critiques de la Table ronde a été « particulièrement forte dans le journal *Gazeta Wyborcza* qui, avec un tirage de 500 000 exemplaires, est au cours des années 1990 une référence dans le paysage médiatique polonais⁴ ». Au cours de la décennie suivante, le journal de l'ancien dissident Adam Michnik reste le premier quotidien du pays, mais se voit défié sur le plan idéologique par le nouvel arrivé *Dziennik* et surtout par le groupe de journalistes et d'intellectuels réunis autour du quotidien conservateur *Rzeczpospolita*, dont les représentants les plus connus sont les journalistes Rafał Ziemkiewicz et Bronisław Wildstein, et l'universitaire Zdzisław Krasnodębski. Depuis le début des années 2000, les mêmes hostilités exprimées sur le plan politique se sont manifestées dans les médias. Mais la radicalité même des affrontements témoigne du changement de climat : le travail de délégitimation des critiques se poursuit mais perd une partie de son influence. Dans les marges ainsi libérées, une vision alternative de la transition prend corps.

Le postcommunisme en procès

S'introduisant progressivement dans l'espace politique, ces critiques ont changé le paysage idéologique, passant en revue les maux de la démocratie polonaise du tournant des années 2000 – la faiblesse de l'État révélée par l'interminable série des affaires de corruption et des commissions parlementaires censées les étudier, l'affaiblissement du lien social, une faible participation à la vie démocratique, etc. – en les relisant à la lumière de la transition. C'est peut-être le dernier élément qu'il faudrait ajouter au tableau de Heurtaux et Pellen, à savoir le travail d'interprétation accompli par des « intellectuels publics » qui émergent à ce moment-là sur la scène publique. Après tout, dire que les usages du passé sont devenus à nouveau utiles aux partis politiques ne permet pas de comprendre comment ceux-ci sont devenus des thèmes porteurs sur la scène politique : à moins d'attribuer aux partis la capacité de les imposer aux électeurs, il faut prendre en compte le changement idéologique plus large et ses acteurs.

⁴ 1989 à l'Est de l'Europe, *op. cit.*, p. 54, note 23.

Parmi les analyses qui ont marqué le tournant idéologique et les usages de la mémoire, retenons donc, à titre d'exemple, les travaux du philosophe Zdzisław Krasnodębski mentionné plus haut⁵, intellectuel phare du quotidien *Rzeczpospolita* et membre du comité de soutien de Lech Kaczyński aux présidentielles de 2005. « Durant les quinze dernières années, explique-t-il de façon emblématique en 2004, nous avons eu affaire à deux transformations. Celle qui s'est déroulée au grand jour, et où il s'agissait de transformer les structures de l'État et de l'économie communistes en institutions de la démocratie parlementaire et de l'économie de marché. Et celle, cachée, où il s'agissait de modifier et d'interpréter les nouvelles institutions et règles de sorte qu'elles servent le mieux les élites communistes métamorphosées et les segments de l'ancienne élite d'opposition qui s'y sont joints »⁶. Dès *Démocratie de périphéries* (2002), l'ouvrage paru en pleine « affaire Rywin » qui marque un tournant politique décisif, Krasnodębski s'attaque à la « philosophie » de la transition et aux « nouvelles élites libérales » qui l'avaient mise en œuvre : « Le plus grand obstacle à la modernisation de la Pologne ne sont pas les petits cultivateurs mais les “élites” polonaises, ce “milieu” doté du capital, influent, aisé et confiant [...] Sous la surface démocratique se cache un ordre mono-centrique, oligarchique »⁷.

Krasnodębski relie aussitôt cette interprétation de la transition et de la société qui en est issue à l'interprétation des choix faits « en 1989 ». Il retourne la plainte des élites contre elles-mêmes : dès 1989, celles-ci auraient identifié le « peuple » comme le principal danger pour la modernisation, car le « peuple » n'était pas moderne mais affecté par des tendances nationalistes. Or l'histoire de la transition montre à l'évidence, constate Krasnodębski, que ce n'est pas tant le nationalisme que le cynisme et la dissolution de toute valeur dans la sphère publique qui représentent le plus grand danger pour la démocratie polonaise. En protégeant les anciens communistes de la « décommunisation », ces élites auraient effacé la différence entre le juste et l'injuste, entre la vérité et le mensonge, et introduit le « pragmatisme cynique » au fondement même de la transition ; en imitant une représentation simpliste de l'« Occident », elles se seraient aliénées les « traditions polonaises » ; en introduisant en Pologne une forme « périphérique », caricaturale, du libéralisme politique, elles auraient imposé une vision simpliste de neutralité dans la sphère politique et nuit à l'affirmation de l'identité collective des Polonais. Autant de récits qui, depuis 2005, composent le registre habituel du parti conservateur et d'une partie des médias, et où les

⁵ Pour une analyse plus développée de sa pensée, voir Wojtek Kalinowski, « Le postcommunisme en procès. À propos de *Démocratie de périphéries* de Zdzisław Krasnodębski », publié dans la version papier de *La Vie des Idées*, juillet-août-septembre 2004.

⁶ Zdzisław Krasnodębski, « Postkomunizm - życie po życiu », *Rzeczpospolita*, 8 mai 2004.

⁷ « System Rywina - z socjologii III Rzeczpospolitej », in *System Rywina, czyli druga strona III Rzeczpospolitej*, Świat Książki/Presspublica, Varsovie 2003.

visions de « 1989 » et du présent ne font qu'un. En dernière analyse, c'est le succès relatif des interprétations critiques comme celle-ci, leur diffusion dans l'espace public et leur capacité à ériger les « affaires » en indicateur privilégié de leur pertinence, qui permet de comprendre la force des remises en cause des accords de la Table ronde.

Conclusion

Il va sans dire que l'analyse du cas polonais et les quelques témoignages retenus ici sont loin d'épuiser la façon dont la mémoire de « 1989 » et les conflits d'interprétation sont traités dans cet ouvrage collectif. De l'Allemagne de l'Est à l'Ukraine, de la Pologne à la Roumanie, la sortie du communisme a suivi des scénarios et des calendriers politiques différents, de sorte que l'année 1989 elle-même n'est finalement qu'un repère parmi d'autres pour étudier la mémoire des grands événements qui ont jalonné l'histoire récente de la région. Les nombreuses contributions (quelque peu inégales) proposées dans *1989 à l'Est de l'Europe* offrent une lecture riche mais forcément fragmentée, sans prétention à la synthèse ni à un comparatisme rigoureux, avec un niveau de connaissances historiques prérequis qui varie d'un chapitre à l'autre, d'un pays à l'autre. Surtout, le livre souligne la nécessité de s'éloigner des discours commémoratifs convenus, qui finissent souvent par donner la parole aux parties prenantes des conflits de mémoire – et qui le font sans toujours préciser qu'il s'agit, justement, de parties prenantes. Autrement dit, d'extraire l'étude de la mémoire des luttes symboliques et politiques qui imprègnent, et imprègneront encore longtemps, le rapport au passé communiste dans cette partie de l'Europe.

Publié dans laviedesidees.fr, le 9 novembre 2009

© laviedesidees.fr